



Économie et environnement

Introduction générale et focus sur la “tragédie des biens communs”

[Jean-Christophe Bureau] Bonjour, je suis Jean-Christophe Bureau, professeur d'économie à AgroParisTech Université Paris-Saclay et je vais vous présenter différents points pour comprendre les débats économiques concernant l'environnement. Une séance que j'ai préparée avec mon collègue Harold Levrel.

Le cas historique des enclosures, la clôture des pâturages dans l'Angleterre du XVI^e siècle en est un exemple historique qui aide à comprendre comment on va raisonner les questions de propriété privée. Il y avait une tradition de libre accès sur les terres pour les éleveurs et à un certain moment on a choisi de clôturer les pâturages. Pour certains, les droits de propriété privée sont nécessaires pour pouvoir protéger l'environnement, comme pour trouver les solutions les plus satisfaisantes autour de conflits environnementaux.

Selon eux, le libre accès aux ressources, par exemple les pâturages, ne peut pas être soutenable lorsque la population grandit et qu'il y a plus de concurrence entre les groupes d'humains. Aujourd'hui le libre accès aux ressources naturelles se traduit souvent par une surexploitation connue sous le nom de tragédie des biens communs. Une des explications de cette surexploitation, c'est un mécanisme très simple de théorie des jeux, une branche des mathématiques utilisée en économie et en écologie, qui s'appelle le dilemme du prisonnier.

Celui-ci montre qu'un comportement parfaitement rationnel du point de vue individuel peut être totalement sous-optimal et même totalement irrationnel d'un point de vue collectif. Illustration par exemple la gestion d'un stock de poissons en accès libre. Il est collectivement rationnel de restreindre ses prises afin d'avoir un stock plus élevé, permettant à chacun une meilleure pêche mais il est optimal pour un individu de pêcher le plus possible car, sinon, il sait que les autres pêcheurs le feront.

Or ceci amène à un équilibre dit non coopératif où l'intérêt individuel domine et ce qui veut dire qu'il est assez difficile de sortir de cet équilibre non coopératif. Pour cette raison, certains voient dans la propriété privée, un moyen de mieux gérer

l'environnement et d'accroître la prospérité économique en faisant appel à l'optimisation des intérêts individuels et à l'incitation qui y est associée qui est d'investir. Le cas des enclosures, quand on a clôturé ces pâturages en libre accès, est parfois vu même comme un acte fondateur du capitalisme.

Selon les défenseurs de ces droits de propriété, seuls ces droits, cette propriété privée, permettent de protéger dans le cas présent, les pâturages, les animaux de chacun ne pouvant plus paître là où un autre avait décidé de planter. Si on suit cette idée pour garantir un usage socialement optimal des ressources naturelles, l'État devrait fixer des droits de propriété comme une base nécessaire pour que les individus puissent ensuite négocier.

Par exemple, dans un marché d'échanges. C'est cette idée qui est derrière la régulation des émissions de gaz à effet de serre telle qu'elle est pratiquée en Europe ou de la régulation des émissions de dioxyde de soufre aux États-Unis. On va fixer des quotas donc un droit de propriété. À l'inverse, les détracteurs de cette idée voient dans le cas des enclosures, cette fixation de droits de propriété et de limitation du pâturage des animaux, une prédation avec une classe de propriétaires qui va empêcher les autres d'accéder à des ressources qui étaient auparavant communes.

Il est vrai que dans le cas de l'Angleterre du XVI^e siècle, ça s'est traduit par un accroissement de la pauvreté puisque un certain nombre d'agents n'avaient plus accès à ces pâturages. Pour les détracteurs des droits de propriété, la propriété privée n'est pas un élément déterminant de la bonne gestion des ressources.

Elinor Ostrom, un prix Nobel, a donné des éléments empiriques qui montrent qu'une gestion collective soutenable d'une ressource commune est possible. Elle est même fréquente dans un cadre non marchand. Des communautés traditionnelles souvent gèrent les ressources de manière durable sans qu'il y ait des droits de propriété privée, et ceci depuis des millénaires. Une partie de l'oeuvre d'Elinor Ostrom a consisté à définir les conditions de succès de ces formes d'auto-organisation et d'identifier un certain nombre de critères pour se faire.

Il faut souligner que l'accès à ces ressources, est organisé par des institutions communautaires spécifiques et que le fait de ne pas avoir de droit privé sur ces dernières n'implique pas une situation d'accès libre.

Pour illustrer la tragédie des biens communs, je vous propose une petite

animation autour du dilemme des prisonniers qui nous aidera à comprendre comment, par exemple, un stock de poissons en accès libre va être surexploité selon des mécanismes qui sont assez difficiles à combattre, puisqu'il s'agit de la rationalité individuelle.